

Pas au nom d'Allende ni du Socialisme

par *Pablo Sepulveda Allende**

Caracas, le 19 Septembre 2015

Inacceptables et douloureuses, telles sont les déclarations de la Présidente du Parti Socialiste du Chili contre la condamnation de Leopoldo Lopez, dirigeant d'opposition déclaré coupable d'incitation à la violence et d'autres délits inscrits dans un plan ouvertement séditieux baptisé « La Salida » (1) qui a provoqué une forte vague de violence de rues de tendance fasciste, a duré plusieurs mois et coûté la vie à 43 personnes, sans compter des dégâts matériels par millions. Déclarations aussi malencontreuses que mal informées par lesquelles la Sénatrice [Isabel Allende], fille de Salvador Allende dit : « *je n'arrive pas à comprendre qu'un opposant qui fait une action sans aucune violence, qui manifeste son opinion critique à un gouvernement puisse être emprisonné* ». Comment lire, comment comprendre de telles affirmations en tenant compte de l'histoire récente du Chili, de son histoire personnelle et de notre propre histoire familiale ? Histoire qui fut marquée justement par ce type de violence déchaînée et pleine de haine. Le dirigeant politique condamné, Leopoldo López, fit un appel ouvert et public, visant clairement à l'insurrection, « *au soulèvement* », à « *occuper les rues jusqu'à parvenir à la sortie du gouvernement* », « *jusqu'à ce que nous parvenions à sortir ceux qui nous gouvernent* » ; qui comme nous le disions a entraîné des mois de violence politique qui recherchait le renversement d'un gouvernement, légitime et bénéficiant d'un grand soutien citoyen, comment dire que l'action préméditée du plan séditieux « La Salida » est « *une action sans aucune violence* », qui ne fait que « *manifeste son opinion critique à un gouvernement* ». Pis encore, comment qualifier López de « *prisonnier de conscience* », quand, outre ce qui vient d'être mentionné, il fut l'un des protagonistes les plus en évidence et les plus violents de la répression lors du coup d'Etat qui renversa Hugo Chávez durant 48 heures en 2002. Pourquoi faire de semblables et malencontreuses déclarations, si réductrices, si mal informées, si double langage, « *en mon nom personnel* » et « *comme Présidente du Parti Socialiste du Chili* » sachant parfaitement que celle qui parle est la fille de Salvador Allende ? Pourquoi parler de Leopoldo López et se taire sur les crimes et atrocités multiples commises chaque jour au nom de la soit-disant lutte antiterroriste, de la démocratie et de la liberté ?

Je crois qu'il y a des réponses de fond qui ont trait à l'idéologie, à des concepts comme le Socialisme et le Néolibéralisme, etc ... mais dans ce cas, ce qui apparaît à l'évidence c'est surtout le double langage quand on parle de Démocratie et de Droits de l'Homme, quand il y a des jugements de valeur et des condamnations a priori quand on parle sur ces thèmes dans les cas du Venezuela et de Cuba, et quand d'autre part on ne dit rien, on ne signale rien, on ne condamne pas par exemple, les crimes contre l'humanité commis par l'Etat d'Israël contre le Peuple Palestinien, les fosses communes de l'Uribisme en Colombie, les tortures dans la prison de Guantánamo, la terrible disparition des 43 étudiants normaliens au Mexique voici un an ! ... pourquoi le silence sur les Prisonniers Politiques Mapuches, le harcèlement et la répression brutale des Communautés Mapuches de la part du gouvernement qu'elle représente ? Ou simplement les guerres génocidaires perpétrées sous les auspices du gouvernement des États-Unis dans le monde, etc ... là il n'y a pas de dénonciation, il n'y a que le silence.

D'autre part voilà le pragmatisme du politique, le détournement de l'attention des problèmes internes ; quand le gouvernement du Chili traverse les pires moments en termes de légitimité face aux citoyens, quand la classe politique est jugée si négativement, quand les scandales de corruption structurelle de la politique au Chili (oui, de ce Chili supposé tellement incorruptible) sont révélés. Nous l'appelons corruption structurelle et immorale (et en quelque sorte « *légalisée* » dans la Constitution actuelle héritée de Pinochet), parce que maintenant on sait jusqu'à quels niveaux la politique s'est prostituée devant le pouvoir économique des grandes entreprises, des familles les

plus puissantes, des grandes fortunes économiques qui financent les campagnes des politiques à tous les niveaux et dans presque tous les secteurs et de presque tous les partis politiques. Mais le pire et le plus immoral, c'est quand des entreprises spoliées et ravies à l'état chilien pendant la dictature de Pinochet, des entreprises stratégiques qui furent remises, par exemple au gendre d'alors d'Augusto Pinochet, Julio Ponce Lerou, et qui via l'entreprise Société Chimique Minière du Chili (SOQUIMICH) s'avèrent remettre des sommes millionnaires pour financer les campagnes politiques des partis du gouvernement actuel, y compris des gens du Parti Socialiste, le propre parti fondé par Salvador Allende, des gens comme le sénateur Fulvio Rossi (qui y compris a rencontré Enrique Capriles lors de sa dernière visite au Chili) qui ont été appelés à déposer sur des factures enregistrées de l'entreprise contrôlée par l'ex gendre d'Augusto Pinochet ; de même que Milton Lee Guerrero, ex trésorier du Parti Socialiste. D'autre part voilà des gens comme Enrique Correa, important dirigeant politique durant le Gouvernement de l'Unité Populaire et qui maintenant est un lobbyiste important de l'entreprise de consultance Imaginación qui a réalisé des expertises pour SOQUIMICH, pour le groupe Penta et le groupe Lucsik, tous des groupes économiques qui financent la vie politique chilienne et qui en outre, en incohérence idéologique et éthique absolue, est Vice-président de la Fondation Salvador Allende ...

Enfin, on ne peut laisser sans commentaire les déclarations de Felipe González, selon lequel « *Pinochet respectait beaucoup plus les droits de l'homme que Maduro* », des opinions comme celles-ci sont une véritable insulte aux droits de l'homme et à l'histoire, une insulte aux millions de victimes des dictatures latino-américaines. Ces déclarations se situent dans le cadre de la même campagne internationale contre le Venezuela, dont malheureusement s'est faite l'écho la sénatrice Isabel Allende. Ceci n'est pas un hasard car le sieur Felipe González et le PSOE sont la référence idéologique du Parti Socialiste du Chili d'après la dictature. Il vaudrait la peine de demander à la direction du Parti Socialiste du Chili, qui a souffert dans sa propre chair les horreurs et les atrocités de la dictature pinochetiste, si elle est d'accord pour qu'un tel caméléon politique, qui par ces déclarations a montré sans vergogne son manque absolu d'éthique, continue d'être son mentor politique.

Pablo Sepúlveda Allende

- (1) Le plan « La Salida » a débouché directement sur les protestations violentes, nommées « guarimbas », qui se sont abattues sur plusieurs villes du Venezuela pendant plus de deux mois au cours desquelles la haine politique s'empara de secteurs importants de l'opposition, il suffit de mentionner que dans beaucoup de secteurs sociaux où avaient lieu les « guarimbas », on pendait par le cou aux poteaux et aux feux de signalisation des pantins vêtus de rouge, en allusion aux sympathisants du chavisme, il y eut également beaucoup de harcèlement et de menace contre les familles reconnues comme sympathisantes du gouvernement dans les secteurs où domine l'opposition et où étaient réalisées les « guarimbas », par ailleurs secteurs de la classe moyenne supérieure ou de la haute société.

* **Pablo Sepulveda Allende**, petit-fils de Salvador Allende - fils de sa fille aînée Carmen - est médecin et vit actuellement au Venezuela.

Traduit de l'espagnol par F. Cassot